

DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-NORD
DEPARTEMENT IMMOBILIER

RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAON

PROGRAMME GENERAL ET MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE



Sommaire

1	PRESENTATION GENERALE	2
1.1	Présentation de l'opération	2
1.2	Programme travaux	3
	Le programme de travaux comprendra :	3
	Phasage des travaux :	4
	Enveloppe prévisionnelle travaux :	4
2	MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.1	Contenu de la mission	4
2.1.1	- Eléments de mission de base et tranches :	4
2.1.2	- Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre :	5
2.1.3	- Eléments de missions complémentaires :	5
2.2	- Planning de l'opération	5

1 Présentation générale

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le Tribunal Judiciaire de Laon est implanté le long de la promenade Barthélémy de Jur, face à la place Aubry, sur le plateau haut et à proximité directe de la cathédrale Notre Dame de Laon. Il a été aménagé, en 1811, dans un ancien palais épiscopal, lui-même érigé au XIII^{ème} siècle et classé aux monuments historiques.

Il se développe sur différentes ailes, construites successivement, sur une surface d'environ 4 000 m² de SHON. Il est actuellement concerné par une campagne de rénovation des façades, d'aménagement des chapelles et de refonte des réseaux d'électricité et VDI.

Le bâtiment est composé de 4 parties distinctes. Une première partie (qui représente 80% du bâtiment), classée en ERP est chauffée par la chaufferie gaz principale et une seconde (représentant environ 15% du bâtiment), également classée en ERP est chauffée par une deuxième chaufferie de plus faible puissance. Il comporte également un logement de fonction, pour le responsable de site, ainsi que les chapelles haute et basse, en cours de réhabilitation.

La structure principale du bâtiment est en calcaire dur. Il se développe sur trois niveaux et est principalement constitué de bureaux, de salles de réunion, d'une vaste salle des pas perdus et de salles d'audiences.

Dans le cadre de la politique bâtiminaire et environnementale de l'Etat, il a été décidé d'entreprendre des travaux d'amélioration des performances énergétiques du tribunal judiciaire de Laon, conformément à la réglementation « Eco Energie Tertiaire »,

Suite à l'audit énergétique réalisé en 2024 par Ecobat Ing., et actualisé en juin 2025, l'opération porte sur :

- La mise en place d'une isolation par l'intérieur sur les zones concernées du tribunal ;
- L'isolation de plafonds, planchers sur combles et vide-sanitaires ;
- La refonte du système de ventilation ;
- L'amélioration des systèmes de chauffages et de production d'ECS ;
- L'amélioration de l'éclairage ;
- Le remplacement de menuiseries ;
- Tous les travaux connexes aux aménagements prévus (Electricité, peinture, plomberie, etc...)

L'opération devra intégrer les attendus du décret tertiaire et de la réglementation « Eco Energie Tertiaire » avec un objectif de réductions des consommations finales d'énergie de **- 50% minimum** par rapport à l'année de référence reprise dans l'audit.

Comme évoqué ci-avant, le tribunal judiciaire, étant donné son histoire et sa proximité directe avec la cathédrale Notre Dame, est classé aux monuments historiques.

Les améliorations et équipements projetés, malgré les objectifs énergétiques attendus, devront donc être d'une extrême sensibilité architecturale, recevoir l'aval des ABF, et s'intégrer au plus juste à cet environnement patrimonial remarquable.

S'agissant donc d'une opération de relativement faible envergure, mais d'une certaine complexité compte tenu des conditions d'intervention dans un site en activité et recevant du public, les concepteurs sont invités à prendre parfaitement connaissance du contexte et des enjeux précisés dans l'audit énergétique joint au dossier de consultation.

1.2 PROGRAMME TRAVAUX

LE PROGRAMME DE TRAVAUX COMPRENDRA :

- La mise en place d'une isolation par l'intérieur sur les zones concernées du tribunal ;
- L'isolation de plafonds, planchers sur combles et vide-sanitaires ;
- La refonte du système de ventilation ;
- L'amélioration des systèmes de chauffages et de production d'ECS ;
- L'amélioration de l'éclairage ;
- Le remplacement de menuiseries ;
- Tous les travaux connexes aux aménagements prévus (Electricité, peinture, plomberie, etc...)
- Liste non exhaustive....

Le projet devra respecter :

- **Les objectifs définis par l'audit énergétique actualisé**, joint au présent programme
- Le « **Guide de programmation des palais de justice** », édité par l'APIJ et comprenant notamment :
 - Les spécificités par type d'espaces et locaux
 - Les prescriptions sur l'ensemble des matériaux utilisés particulièrement résistants aux agressions pouvant être dues à des actes de vandalisme.
- Les règles de sécurité incendie, s'appliquant aux ERP
- Les règles relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Les règles relatives au code du travail et au code de la construction
- **Le décret BACS**
- **Le décret Dispositif Eco Energie Tertiaire** (DEET, dit décret tertiaire), avec un objectif de réduire de 50% la consommation énergétique finale de **50%** par rapport à l'année de référence fixée.

PHASAGE DES TRAVAUX :

Compte tenu des interventions en site occupé, toutes les mesures devront être prises pour assurer une parfaite continuité des activités du tribunal et la sécurité des personnes.

Néanmoins, lors de certaines phases de travaux (bruyants ou occasionnant des poussières...), des dispositions particulières pourraient être prises par la juridiction :

Organisation ponctuellement différente des audiences et de l'accueil du public

Isolement de certaines zones, etc...

Ces modalités seront précisées en phase étude en fonction de la nature des travaux et des possibilités de phasage, de leurs nuisances, de la durée de chantier...

ENVELOPPE PREVISIONNELLE TRAVAUX :

Le coût prévisionnel des travaux est arrêté à : **900 000 € HT** (valeur juin 2025)

2 Missions de Maitrise d'œuvre

2.1 CONTENU DE LA MISSION

La mission confiée au MOE sera constituée des éléments de missions définis aux articles R.2431-4 et 5 du CCP et complétés par l'annexe du CCAP (**CCTP**).

Le marché issu de cette consultation comprend la **mission de base et les missions complémentaires** détaillées ci-après.

2.1.1 - ELEMENTS DE MISSION DE BASE ET TRANCHES :

Tranche ferme :

- ESQ** : Les études d'Esquisse ;
- APS** : Les études d'Avant-Projet Sommaire ;
- APD** : Les études d'Avant-Projet Définitif ;
- PRO** : Les études de projet ;
- DCE** : L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'*Établissement du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)*
- ACT** : L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
Analyse des candidatures et des offres (initiales et négociées).

Tranche optionnelle :

- VISA :** L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET :** La direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- AOR :** L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

2.1.2 – AUTRES ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE :

DIAG : Sans objet pour cette opération.

DPC : Un dossier de Permis de Construire devra être déposé à l'issu de la phase APD.

Compte tenu du fait que le Tribunal judiciaire a fait l'objet, ces dernières années, de différentes campagnes de travaux, un permis global devra être déposé, les surfaces de planchers étant amenées à être modifiées par ce projet.

Il comprendra, entre autres :

- L'ensemble des documents graphiques et des pièces écrites attendus (Cerfa, plans, coupes...).
- les notices de sécurité incendie et d'accessibilité ;
- les éléments nécessaires à la consultation des services et autorités administratives habilités à formuler un avis et/ou donner une autorisation sur l'opération.

Cette partie de mission concerne également la préparation et la gestion par le maître d'œuvre des éléments :

- demande d'autorisation de travaux ou de permis de démolir, autres que celles visées précédemment ;
- toutes notes établies en fonction de la réglementation en vigueur (installation classée, commission des sites, etc.) ;

EXE : Sans objet pour cette opération.

2.1.3 - ELEMENTS DE MISSIONS COMPLEMENTAIRES :

OPC : La mission OPC sera intégrée à la mission de maîtrise d'œuvre.

CSSI : Sans objet

1% Artistique : Sans objet

2.2 – PLANNING DE L'OPERATION

L'opération de rénovation énergétique du tribunal judiciaire a été planifiée sur 24 mois maximum, à savoir :

- d'octobre 2025 à mai 2026, les études de conception et la consultation des entreprises
- de juin 2026 à juillet 2027, la préparation de chantier, les travaux et les opérations de réception.

Un planning Etudes / Travaux est joint au présent programme.

Les délais globaux des éléments de mission sont fixés dans l'article 3 de l'acte d'engagement ainsi que dans le CCTP.

PHASE ÉTUDES

Les délais maximums de remises des documents d'études, fixés dans l'acte d'engagement, sont les suivants :

ELEMENTS DE MISSIONS – TRANCHE FERME	Délais maximum
Etudes d'esquisse	4 Semaines
Diagnostic	-
Etudes d'avant-projet sommaire	4 Semaines
Etudes d'avant-projet définitif	6 Semaines
Dossier de permis de construire ou d'aménager	2 Semaines
Etudes de projet	4 Semaines
Assistance aux Marchés de Travaux	1 Semaine
– Constitution DCE	1 Semaine
– Suivi consultation (Réponses aux questions Ent.)	
Assistance aux Marchés de Travaux	2 Semaines
– Analyse des plis initiaux	1 Semaine
– Analyse des plis négociés	

PHASE TRAVAUX

Les travaux se dérouleront sur 12 mois, précédés d'une période de préparation de deux mois, dès notification des marchés de travaux et rédactions des OS.

ELEMENTS DE MISSIONS – TRANCHE OPTIONNELLE	Délais maximum
Visas	1 Semaine
Direction de l'Exécution des Travaux	12 mois + Prépa 2 mois
Assistance aux Opérations de Réception	1 Semaine
Dossier des Ouvrages exécutés	1 Semaine

Le planning travaux sera redéfini par l'OPC et la MOe en fonction du programme travaux arrêté à l'APD.